

SAUTI KWA WOTE



Magazine pour la paix et la cohésion sociale à Beni

Edition 02



PREPACS-BENI

un engagement au cœur des
communautés locales pour la
paix et la cohésion sociale

ÉDITORIAL

SAUTI KWA WOTE

Edition 02

Chers lecteurs et lectrices du magazine Sauti kwa Wote,

C'est avec un réel plaisir que nous vous retrouvons à l'occasion de cette deuxième édition, consacrée à la consolidation de la paix et au renforcement de la cohésion sociale dans les communautés de Beni.

Dans un contexte marqué par des tensions persistantes et des fragilités sociales profondes, la consolidation de la paix dans l'Est de la République Démocratique du Congo exige des réponses ancrées dans les réalités communautaires. À Beni, où les dynamiques de conflits continuent d'affecter la cohésion sociale, il devient essentiel de renforcer des mécanismes locaux capables de prévenir, gérer et transformer les différends de manière durable.

C'est dans cette perspective que le projet PREPACS-BENI, mis en œuvre par NPCYP, s'inscrit comme une initiative stratégique visant à repositionner les structures locales de paix au cœur des processus de stabilisation communautaire. En s'appuyant sur une approche participative et inclusive, le projet a contribué à créer des espaces de dialogue, à renforcer les capacités des acteurs locaux et à restaurer progressivement la confiance entre les communautés.

Cette deuxième édition du magazine s'inscrit dans une logique de capitalisation orientée vers les résultats. Alors que la première édition mettait l'accent sur la compréhension des conflits et la présentation des mécanismes locaux de paix, celle-ci franchit une étape supplémentaire en mettant en lumière les changements observés sur le terrain.

Dans ce cadre, quatre conflits communautaires majeurs ont été identifiés dans les

communes de Beu et Bungulu, notamment des tensions liées à la gestion foncière, à l'occupation des espaces marchands ainsi qu'aux relations entre acteurs communautaires. Ces situations ont servi de base à des processus de médiation qui ont déjà permis d'enregistrer des avancées significatives, témoignant du potentiel des approches locales dans la prévention des violences et la promotion du vivre-ensemble.

Ce magazine propose ainsi une lecture structurée des actions menées, des résultats obtenus et des dynamiques de changement observées. Il met également en lumière des initiatives communautaires, des engagements pris par les parties prenantes et des témoignages illustrant les effets concrets du projet sur les communautés.

Au-delà des acquis, cette édition se veut également un outil de plaidoyer en faveur du renforcement et de la pérennisation des mécanismes locaux de paix. Les résultats obtenus, bien qu'encourageants, appellent à un accompagnement soutenu afin de consolider les progrès réalisés et d'étendre ces approches à d'autres zones affectées par les conflits.

La paix durable ne peut être imposée ; elle se construit patiemment, au cœur des communautés, à travers le dialogue, la confiance et l'engagement collectif. C'est dans cette conviction que s'inscrit l'action de NPCYP et de ses partenaires.

Bonne lecture.

SOMMAIRE

SAUTI KWA WOTE Édition 2

1. Éditorial De l'engagement à l'impact : construire la paix à partir des communautés.....	02
2. Qui agit et pourquoi ? NPCYP et le projet PREPACS-BENI au service de la cohésion sociale.....	04
3. Quels conflits sur le terrain ? Comprendre les dynamiques dans les communes de Beu et Bungulu	05
4. Qu'avons-nous fait concrètement ? Des actions menées au cœur des communautés.....	12
5. Quels résultats obtenus ? Des changements visibles dans la gestion des conflits.....	17
6. PREPACS-Beni en chiffres l'impact du projet en données clés.....	18
7. Ce que nous avons appris, enseignements et perspectives pour renforcer la paix.....	19
8. Ce que disent les communautés.....	20
9. À Beni, le dialogue redonne espoir aux communautés.....	22
10. ce que nous avons appris enseignements et perspectives pour renforcer la paix.....	23

Qui agit et pourquoi ?

NPCYP et le projet PREPACS-BENI : un engagement au cœur des communautés pour la paix et la cohésion sociale

Dans la première édition du magazine Sauti kwa Wote, nous avons posé les bases de la compréhension des conflits dans les communes de Beu et Bungulu. À travers une approche pédagogique, nous avons présenté les différentes typologies de conflits observées dans la ville de Beni, afin de permettre aux lecteurs de mieux appréhender les réalités locales et les mécanismes de gestion existants.

Cette première étape nous a également permis de mettre en lumière une activité clé du projet PREPACS-BENI : l'appui à l'identification participative des conflits communautaires. Organisée le 19 février 2026 dans la salle polyvalente de la Société Civile, cette séance a réuni des membres des structures locales de paix (CLPD et CPDQ), les représentants de la CPAP ainsi que les autorités locales, dans une dynamique de concertation et d'analyse des tensions existantes.

À l'issue de ce processus participatif, plusieurs conflits collectifs ont été identifiés dans la zone. Sur base de leur impact social, de leur caractère communautaire et de leur faisabilité en termes de gestion, quatre conflits prioritaires ont été sélectionnés pour faire l'objet de processus de dialogue et de médiation. Cette sélection s'est accompagnée de l'élaboration d'un plan d'action, incluant un calendrier d'intervention ainsi que la désignation de facilitateurs

issus des structures locales de paix et des instances d'appui à la pacification.

Les quatre conflits retenus concernent principalement des différends liés à la gestion foncière et à l'occupation des espaces communautaires. Il s'agit notamment d'un conflit de parcelle opposant les structures CAC/CACI à la communauté dans le quartier Mambangu, d'un cas de spoliation d'un espace marchand connu sous le nom de « 300 maisons », d'un conflit d'occupation parcellaire impliquant les autorités locales de Malepe et la famille BABU KISITU MAYANI, ainsi que d'un soupçon de détournement d'un espace public destiné à servir de marché dans le quartier Butanuka, un manque à gagner contre les mamans et filles vendeuses des produits maraichers.

Dans la première édition, nous avons annoncé que ces conflits feraient l'objet d'un suivi approfondi et de processus de médiation dont les résultats seraient présentés ultérieurement. Cette deuxième édition s'inscrit dans cette continuité et propose de revenir sur ces situations concrètes, en mettant en lumière les actions entreprises, les dynamiques de dialogue engagées et les premiers résultats observés sur le terrain. Ainsi, au-delà de la compréhension des conflits, cette édition donne à voir leur transformation progressive à travers des approches locales de médiation et de concertation.

QUELS CONFLITS SUR LE TERRAIN ?

Comprendre les dynamiques dans les communes de Beu et Bungulu

Dans la première édition du magazine Sauti kwa Wote, nous avons posé les bases de la compréhension des conflits dans les communes de Beu et Bungulu.

À travers une approche pédagogique, nous avons présenté les différentes typologies de conflits observées dans la ville de Beni, afin de permettre aux lecteurs de mieux appréhender les réalités locales et les mécanismes de gestion existants.

Cette première étape nous a également permis de mettre en lumière une activité clé du projet PREPACS-BENI : l'appui à l'identification participative des conflits communautaires. Organisée le 19 février 2026 dans la salle polyvalente de la Société Civile, cette séance a réuni les membres des structures locales de paix (CLPD et CPDQ), les représentants de la CPAP ainsi que les autorités locales, dans une dynamique de concertation et d'analyse des tensions existantes.

À l'issue de ce processus participatif, plusieurs conflits collectifs ont été identifiés dans la zone. Sur base de leur impact social, de leur caractère communautaire et de leur faisabilité en termes de gestion, quatre conflits prioritaires ont été sélectionnés pour faire l'objet de processus de dialogue et de médiation. Cette sélection s'est accompagnée de l'élaboration d'un plan d'action, incluant un calendrier d'intervention ainsi que la désignation de facilitateurs issus des structures locales de paix et des instances d'appui à la pacification.

Les quatre conflits retenus concernent principalement des différends liés à la gestion foncière et à l'occupation des espaces

communautaires. Il s'agit notamment d'un conflit de parcelle opposant les structures CAC/CACI à la communauté dans le quartier Mambangu, d'un cas de spoliation d'un espace marchand connu sous le nom de « 300 maisons », d'un conflit d'occupation parcellaire impliquant les autorités locales de Malepe et un particulier, ainsi que d'un soupçon de détournement d'un espace public destiné à servir de marché dans le quartier Butanuka.

Dans la première édition, nous avons annoncé que ces conflits feraient l'objet d'un suivi approfondi et de processus de médiation dont les résultats seraient présentés ultérieurement. Cette deuxième édition s'inscrit dans cette continuité et propose de revenir sur ces situations.

concrètes, en mettant en lumière les actions entreprises, les dynamiques de dialogue engagées et les premiers résultats observés sur le terrain.

Ainsi, au-delà de la compréhension des conflits, cette édition donne à voir leur transformation progressive à travers des approches locales de médiation et de concertation.

DES DIALOGUES QUI TRANSFORMENT LES TENSIONS

RESULTATS DES PROCESSUS DE MEDIATION DES QUATRE CONFLITS DANS LA VILLE DE BENI

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet PREPACS-BENI, quatre conflits collectifs à fort impact social ont été identifiés et sélectionnés pour faire l'objet de processus de dialogue et de médiation. Ces conflits, centrés sur les problèmes locaux, concernaient notamment la gestion des espaces communautaires, les litiges fonciers et les différends liés à la gouvernance interne des structures communautaires.

À travers une approche participative et

inclusive, ces conflits ont été abordés lors de séances de dialogue réunissant les différentes parties prenantes, notamment les autorités locales, les leaders communautaires, les structures de paix, les représentants de la société civile, les jeunes et les membres des communautés concernées.

Conflit foncier et gestion d'espace : le cas de « 300 maisons »



conflit autour de l'espace communément appelé « 300 maisons », situé dans le quartier Mambangu (commune de Bungulu), trouve son origine dans une opposition entre les anciens exploitants de cet espace et de nouveaux acquéreurs. Ce différend, à la fois foncier et économique, s'est progressivement intensifié en raison d'intérêts divergents liés à l'occupation et à l'exploitation de cet espace stratégique, notamment utilisé à des fins commerciales.

Avec le temps, les tensions ont pris une dimension communautaire, impliquant non seulement les parties directement concernées, mais également les autorités locales, les chefs coutumiers, les commerçantes exerçant dans la zone ainsi que les habitants environnants. L'absence d'une compréhension commune de l'historique du conflit et la multiplicité des versions ont contribué à entretenir un climat de méfiance et de blocage.

Pour faire face à cette situation, une démarche structurée de dialogue a été engagée. Une séance de documentation a été organisée le 19 mars 2026, réunissant l'ensemble des parties prenantes : chefs terriens, autorités locales (quartier et commune), représentants de la société civile, leaders de la jeunesse, commerçantes du site ainsi que des habitants non directement impliqués dans le conflit.

Cette rencontre a constitué une étape déterminante dans le processus de médiation. Elle a permis à chaque partie d'exposer sa compréhension du conflit, de présenter les faits selon sa perspective et de retracer l'évolution de la situation. Ce travail de mise en commun a favorisé une meilleure compréhension mutuelle et a permis de dépasser certaines perceptions erronées ou incomplètes.

À l'issue de cette séance, plusieurs résultats concrets ont été obtenus. D'une part, une documentation diversifiée du conflit a été constituée, intégrant les différentes versions et analyses des parties prenantes. D'autre part, une base de données des perceptions a été élaborée, offrant une lecture plus globale et structurée du conflit.

Surtout, les participants ont réussi à élaborer un cahier de charges consensuel, comprenant des propositions, recommandations et pistes de solutions pour un règle-

ment pacifique et durable du conflit. Ce document constitue désormais une base de travail essentielle pour orienter les décisions et les actions à venir.

Toutefois, le processus reste en cours. Une étape importante consiste à soumettre les conclusions et recommandations issues de ce dialogue aux autorités compétentes, notamment au niveau provincial, afin d'obtenir des orientations claires et légitimes pour la résolution définitive du conflit.

Ainsi, le cas de **« 300 maisons » illustre l'importance d'une approche inclusive et documentée dans la gestion des conflits fonciers.** Il démontre également que la reconnaissance des différentes voix et la construction d'une compréhension commune constituent des préalables indispensables à toute solution durable.

Conflit de gouvernance communautaire : CAC et CACI



Le conflit opposant les structures communautaires CAC (Cellule d'Animation Communautaire) et CACI (Cellule d'Animation Communautaire d'Ituli) dans le quartier Mambangu trouve son origine dans des incompréhensions liées à leur organisation et à la gestion des ressources, notamment des fonds accordés dans le cadre d'activités communautaires. Progressivement, ces incompréhensions ont laissé place à des tensions marquées par des soupçons de mauvaise gestion et un manque de confiance entre les membres.

Ce différend a été d'autant plus complexe qu'il reposait sur une perception erronée de l'existence de deux structures distinctes, alors que dans les faits, les membres du CAC et du CACI étaient en grande partie les mêmes. L'absence de clarification sur les rôles et les responsabilités, combinée à un déficit de communication interne, a contribué à alimenter la confusion et à fragiliser la cohésion au sein de la communauté.

Face à cette situation, une démarche

de dialogue a été engagée avec l'appui des structures locales de paix. Une séance de médiation a été organisée, réunissant les membres concernés ainsi que des facilitateurs, dans un cadre propice à l'écoute et à l'échange constructif.

Les discussions ont permis de retracer l'historique de la création des structures et de clarifier leur fonctionnement. Il a été établi que le CACI correspond en réalité à une déclinaison du CAC adaptée au niveau local (Ituli étant le nom des cellules du quartier), et non à une entité distincte. Cette clarification a constitué un tournant décisif dans la compréhension du conflit.

En approfondissant les échanges, les participants ont reconnu que le différend reposait principalement sur des questions de gestion interne et des soupçons de détournement non étayés par des preuves concrètes. Cette prise de conscience a permis de recentrer le dialogue sur la recherche de solutions constructives.

À l'issue de la séance, les parties ont formulé des propositions visant à renforcer la transparence, améliorer la communication interne et clarifier les mécanismes de gestion. Un acte d'engagement a été signé, traduisant la volonté commune de dépasser les tensions et de rétablir une collaboration constructive.

La rencontre s'est clôturée par un geste symbolique fort : le partage d'un moment de convivialité entre les participants, marquant un retour progressif à la confiance et

à la cohésion communautaire.

En perspective, la consolidation de ces acquis reposera sur le respect des engagements pris, le suivi des mécanismes de gestion et le maintien d'un dialogue ouvert entre les membres. Ce cas illustre l'importance de la clarification organisationnelle et de la transparence dans la prévention des conflits liés à la gouvernance communautaire.

Conflit d'intérêt communautaire : le marché de Butanuka



Le conflit autour du marché de Butanuka est né d'un soupçon de tentative de détournement d'un espace initialement accordé à la communauté pour être utilisé comme marché public. Cet espace, au cœur de la vie économique locale, constitue une source essentielle de revenus pour de nombreux habitants, en particulier les femmes et les jeunes qui y exercent des activités commerciales.

Avec l'émergence de rumeurs et de craintes liées à une possible réaffectation de cet espace à des intérêts privés, un climat de méfiance s'est progressivement installé au sein de la communauté. Cette situation faisait peser un risque réel de tensions ouvertes entre les habitants, les autorités locales et certaines parties perçues comme impliquées dans ce processus.

Les discussions ont permis de mettre en lumière l'importance stratégique de cet espace pour la communauté, tant sur le plan économique que social. Les participants ont souligné le rôle central du marché dans la subsistance des ménages et dans le dynamisme local, en insistant particulièrement sur l'impact que représenterait sa perte pour les femmes commerçantes.

À l'issue des échanges, un engagement collectif fort a été réaffirmé en faveur de la préservation de cet espace comme marché public. Les acteurs locaux, y compris les autorités, ont exprimé leur volonté de protéger cet espace contre toute tentative de détournement et de garantir son utilisation au bénéfice de la communauté.

Ce dialogue a permis non seulement d'apa-

iser les inquiétudes, mais aussi de renforcer la cohésion autour d'un intérêt commun. Il a également contribué à clarifier le rôle des différentes parties dans la gestion de cet espace et à encourager une gouvernance plus transparente et participative.

Toutefois, la situation nécessite un suivi attentif. Il est essentiel de maintenir la vigilance des acteurs locaux, de renforcer les mécanismes de gestion concertée et de veiller à ce que les engagements pris soient respectés dans la durée.

Ainsi, le cas du marché de Butanuka illustre l'importance du dialogue préventif dans la gestion des ressources communautaires, en particulier lorsque celles-ci représentent des enjeux économiques vitaux pour les populations locales.

Conflit foncier administratif : la parcelle de Malepe



Le conflit opposant la famille BABU KISITU MAYANI à l'administration locale concerne une parcelle située dans le quartier Malepe, actuellement occupée par le bureau du quartier. La famille revendique la propriété de cet espace, tandis que les autorités locales y exercent des fonctions administratives, ce qui confère à ce différend une dimension à la fois foncière et institutionnelle.

Ce conflit repose principalement sur une contestation des droits de propriété, dans un contexte où les documents fonciers et les preuves juridiques jouent un rôle déterminant. L'absence de consensus sur la légitimité de l'occupation de la parcelle a progressivement créé un climat de tension, avec des implications directes sur le fonctionnement des services locaux et la stabilité administrative du quartier.

Afin de prévenir une escalade et de favoriser une issue pacifique, un processus de dialogue a été engagé avec l'appui des structures locales de paix. Une série de rencontres a été organisée, réunissant les représentants de la famille requérante, les autorités locales et les autres parties prenantes, dans un cadre structuré d'échange et d'analyse.

Au cours des discussions, les parties ont été invitées à présenter leurs documents fonciers afin de permettre une évaluation objective de la situation. Cette démarche visait à recentrer le dialogue sur des éléments factuels et à faciliter une prise de décision éclairée.

Toutefois, la famille BABU n'ayant pas été en mesure de présenter immédiatement les documents requis, elle a sollicité un délai pour les soumettre auprès de l'administration communale. Cette demande a été acceptée dans un esprit d'ouverture et de recherche de solution équitable.

À l'issue de la dernière séance tenue le 03 avril 2026, un acte d'engagement a

été signé par les participants, formalisant les prochaines étapes du processus. Il a été convenu que la suite dépendrait de la présentation effective des preuves par la famille requérante.

En cas de non-présentation des documents dans le délai convenu, les parties ont reconnu que l'État congolais serait en droit de poursuivre l'occupation et le développement de cet espace, notamment pour la construction du bureau du CPDQ, dont la réalisation reste conditionnée par l'issue de ce dialogue.

Ce cas illustre l'importance de l'approche fondée sur les preuves dans la résolution des conflits fonciers, ainsi que la nécessité de combiner dialogue communautaire et cadre administratif pour aboutir à des solutions justes et durables.

Il met également en évidence le rôle clé des mécanismes locaux de médiation dans l'accompagnement des conflits à dimension juridique, en favorisant des solutions pacifiques tout en respectant les procédures légales.

Les résultats en bref

Conflit	Résultats obtenus
Conflit de l'espace « 300 maisons »	Amélioration de la compréhension commune, documentation des perceptions et élaboration d'un cahier de charges consensuel pour un règlement pacifique
Conflit CAC/CACI	Clarification des rôles et du fonctionnement, levée des incompréhensions et signature d'un acte d'engagement de collaboration
Marché de Butanuka	Engagement renforcé des acteurs locaux à préserver l'espace comme marché public au bénéfice de la communauté
Conflit foncier de Malepe (famille BABU)	Engagement des parties dans un processus structuré, avec conditions définies pour la poursuite du dialogue (présentation des preuves foncières)

Dans l'ensemble, ces résultats traduisent une dynamique positive de transformation des conflits, marquée par un recours accru au dialogue, un renforcement de la collaboration entre les

acteurs et une consolidation progressive de la cohésion sociale au sein des communautés.

QU'AVONS-NOUS FAIT CONCRETEMENT ? DES ACTIONS AU CŒUR DES COMMUNAUTES



LE PROJET PREPACS APPUI LES JEUNES EN PLEIN SALONGO POUR L'OUVERTURE DE LA ROUTE VERS LE CIMETIERE KIMBASEKE

Face à la complexité des dynamiques de conflits observées dans les communes de Beu et Bungulu, le projet PREPACS-BENI a adopté une approche progressive, intégrée et centrée sur les communautés. Plutôt que de mener des interventions isolées, les actions mises en œuvre ont été pensées comme un ensemble cohérent, où chaque activité vient renforcer et compléter les autres. Cette démarche a débuté par la mobilisation des acteurs locaux et la clarification des objectifs du projet, avant de se poursuivre par le renforcement des capacités des structures locales de paix. Ces bases ont permis (bien que de façon mineur) d'outiller certains acteurs communautaires et de créer les conditions nécessaires à une prise en charge plus structurée des conflits.

Par la suite, des espaces d'échanges au niveau communautaire ont été ouverts à travers les Tribunes d'Expression Populaire et les activités de sensibilisation, notamment

le théâtre participatif et les émissions radio. Ces initiatives ont favorisé une meilleure compréhension des conflits, encouragé la participation communautaire et préparé le terrain pour des interventions plus ciblées. Dans cette dynamique, l'identification participative des conflits a constitué une étape charnière, permettant de passer d'une compréhension générale des tensions à une sélection précise de cas prioritaires à traiter. Cette étape a servi de base à l'engagement des processus de médiation, appuyés par les structures locales de paix et les autorités.

En parallèle, des initiatives communautaires concrètes ont été soutenues afin de renforcer la cohésion sociale à travers des actions collectives. Ces activités ont permis de traduire le dialogue en actions visibles, renforçant ainsi la collaboration et le rapprochement de proximité entre les membres des communautés.

Ainsi, loin d'être isolées, les activités mises en œuvre s'inscrivent dans une logique d'intervention progressive : comprendre, renforcer, mobiliser, agir et accompagner. C'est cette articulation entre les différentes actions qui a permis de créer une dynamique locale de paix, portée par les communautés elles-mêmes.

□ **Atelier de lancement du projet**

Organisé le 30 décembre 2025, cet atelier a réuni les autorités locales et les leaders communautaires pour présenter le projet, clarifier ses objectifs et définir les rôles des parties prenantes.



□ **Formation des membres des structures locales de paix**

Du 06 au 09 janvier 2026, les membres des CLPD et CPDQ ont été formés sur l'analyse des conflits, la médiation, l'alerte précoce et la bonne gouvernance.



□ **Tribunes d'Expression Populaire**

Quatre tribunes ont été organisées dans les quartiers de Beu et Bungulu pour identifier les défis communautaires et co-construire des solutions locales.



Figure 2TEP A BUTANUKA



Figure 3TEP A LYAKOBO

□ **Identification participative et sélection de 4 conflits**

Le 19 février 2026, les acteurs locaux ont identifié et sélectionné quatre conflits prioritaires devant faire l'objet de médiation, avec un plan d'action et des facilitateurs désignés.

□ **Théâtre participatif communautaire**

Organisées les 30 et 31 janvier 2026, ces séances ont permis de sensibiliser les communautés à travers des mises en scène de conflits réels et de promouvoir le dialogue.



Émissions radio interactives et diffusion de spots

Des émissions et spots radio ont été diffusés pour sensibiliser les populations aux enjeux de paix, de cohésion sociale et aux mécanismes locaux de résolution des conflits.



□ Appui aux initiatives de travaux communautaires

Des actions collectives ont été accompagnées dans plusieurs quartiers, notamment l'aménagement des ponts, l'entretien de routes et l'aménagement d'espaces publics...



□ Dialogues et médiations des conflits prioritaires

Des processus de médiation ont été facilités autour des conflits identifiés et sélectionnés, impliquant les structures locales de paix, les autorités et les communautés.

1. Conflit entre CAC et CACI



2. conflit entre le quartier Malepe et la famille Babu



3. conflit sur l'espace 300 maisons





4. Marché BUTANUKA



☐ **Causeries éducatives sur les VBG/EAS**

Des séances de sensibilisation ont été organisées dans les écoles pour informer les jeunes sur les violences basées sur le genre et promouvoir des comportements responsables.



QUELS RESULTATS OBTENUS ?

SYNTHESE DES ACTIVITES, OBJECTIFS ET RESULTATS OBSERVES

ACTIVITÉS	OBJECTIFS	RÉSULTATS OBTENUS (EXACTS)
Atelier de lancement du projet	Présenter le projet, clarifier les rôles et favoriser l'appropriation par les parties prenantes	25 participants (18 hommes, 7 femmes) ont pris part ; meilleure compréhension du projet, de ses stratégies et des responsabilités des acteurs
Formation des membres des CLPD/CPDQ	Renforcer les capacités en analyse, documentation des conflits, médiation, alerte précoce et gouvernance	20 participants formés (13 hommes, 7 femmes), soit 120% de la cible prévue ; amélioration des capacités techniques des structures locales de paix
Tribunes d'Expression Populaire	Identifier les défis communautaires et co-développer des solutions de cohésion sociale	4 tribunes organisées dans 4 quartiers ; 230 participants (125 hommes, 105 femmes) ; identification de solutions communautaires et définition de 4 initiatives locales
Identification participative des conflits	Identifier et sélectionner des conflits prioritaires à fort impact pour médiation	20 participants (12 hommes, 8 femmes) ; 4 conflits collectifs identifiés et sélectionnés avec plan d'action, calendrier et facilitateurs désignés
Théâtre participatif communautaire	Sensibiliser sur les conflits et promouvoir le dialogue et la médiation	385 participants (112 hommes, 273 femmes) ; meilleure compréhension des conflits, identification de conflits locaux et adoption du dialogue comme solution
Émissions radio et spots de sensibilisation	Améliorer les connaissances et attitudes sur la paix et les mécanismes de gestion des conflits	4 émissions radio + 10 spots diffusés ; forte participation des auditeurs ; amélioration des connaissances, changement de perception et orientation vers les CLPD/CPDQ
Travaux communautaires	Renforcer la cohésion sociale à travers des actions collectives	3 initiatives réalisées (pont, route, accès cimetière) ; forte mobilisation communautaire ; engagement collectif renforcé
Médiation des conflits	Faciliter le dialogue et résoudre les conflits prioritaires	2 conflits déjà engagés en médiation ; 1 conflit clôturé avec engagement signé ; 1 conflit en cours de plaidoyer ; 2 en cours de consultation
Causeries éducatives VBG/EAS	Sensibiliser les jeunes aux violences basées sur le genre et aux comportements responsables	70 élèves sensibilisés (45 filles, 25 garçons) ; engagement des élèves à adopter des comportements responsables
Sensibilisation globale (jeunes & communauté)	Promouvoir la cohésion sociale et les comportements pacifiques	210 jeunes et enfants atteints (105% de la cible) ; amélioration des comportements et engagement en faveur du vivre-ensemble

Lecture globale :

Les résultats obtenus démontrent une progression significative dans le renforcement des capacités locales, l'engagement communautaire et la mise en œuvre de mécanismes de médiation. Plusieurs conflits sont déjà en cours de résolution, tandis que les communautés adoptent progressivement des comportements favorables à la paix et à la cohésion sociale.



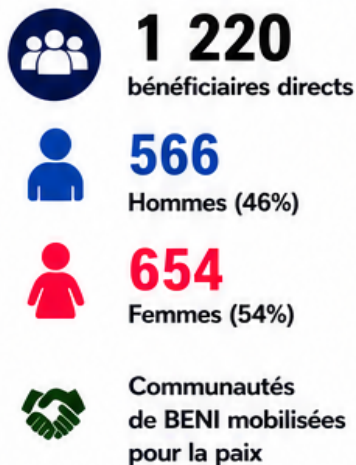
PREPACS BÉNI

CHIFFRES CLÉS ET RÉALISATIONS DU PROJET

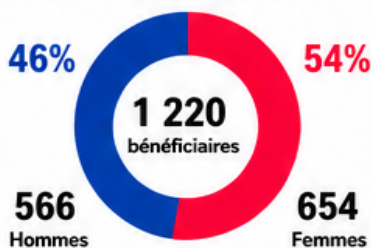
giz Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

DES ACTIONS CONCRÈTES POUR LA PAIX, LA COHÉSION SOCIALE ET LA RÉOLUTION PACIFIQUE DES CONFLITS

PORTÉE GLOBALE



RÉPARTITION GLOBALE PAR SEXE



RÉSULTATS CLÉS

- 1 Accès à deux marchés au niveau communautaire à des femmes et filles vendeuses des produits maraîchers.
- 2 4 conflits communautaires identifiés et médiés avec succès, renforçant la confiance entre les parties.
- 3 Connaissances significativement renforcées sur la paix, la cohésion sociale et les VBG.
- 4 Capacités des acteurs locaux renforcées en médiation, dialogue, alerte précoce et bonne gouvernance.
- 5 Participation accrue et significative des femmes et des jeunes dans la prévention et la résolution des conflits.
- 6 Mécanismes locaux de paix (CLPD/CPDQ) mieux connus, fonctionnels et inclusifs.
- 7 Initiatives de rapprochement ayant renforcé la solidarité, la cohésion sociale et le vivre-ensemble.
- 8 Accès facilité à des informations fiables et à des espaces d'expression pour les communautés.

DÉTAIL DES ACTIVITÉS RÉALISÉES ET NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES

N°	ACTIVITÉS RÉALISÉES	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES		
		TOTAL	HOMMES	FEMMES
1	Atelier de lancement de projet (Kick-off) avec les autorités et leaders locaux	25	18	7
2	Sessions de formation sur : analyse et documentation de conflits (avec approche genre), techniques de médiation et dialogue, alerte précoce, bonne gouvernance	20	13	7
3	Organisation de 4 Tribunes d'Expression Populaire (2 par commune) pour identifier les défis communs et co-développer des idées d'initiatives de rapprochement	230	125	105
4	Initiatives de rapprochement (Travaux communautaires)	213	135	78
5	Organisation de 2 prestations de théâtre participatif	385	112	273
6	Organisation de 4 émissions radio interactives	12	4	8
7	Appui à l'identification et à la sélection participative de 4 conflits	20	12	8
8	Causeries éducatives dans des écoles ou espaces jeunes sur les EAS/VBG	75	30	45
9	Production et diffusion de magazines	113	41	72
10	Redynamisation des structures locales de paix (CLPD/CPDQ)	20	14	6
11	Organisation de 4 dialogues de médiation pour les 4 conflits identifiés	107	62	45
TOTAL GÉNÉRAL		1 220	566	654

TOTAL GÉNÉRAL DES BÉNÉFICIAIRES

1 220 TOTAL **566** HOMMES (46%) **654** FEMMES (54%)

IMPACTS COMMUNAUTAIRES

- 1 Promotion de l'accès aux opportunités socio-économiques en faveur des femmes et filles au niveau communautaire.
- 2 Réduction significative des tensions et des conflits communautaires.
- 3 Promotion du dialogue, de la tolérance et des solutions non violentes.
- 4 Renforcement durable de la cohésion sociale et du vivre-ensemble.
- 5 Dynamique communautaire plus inclusive (femmes et jeunes).
- 6 Amélioration de la sécurité humaine et de la confiance entre communautés et autorités locales.
- 7 Développement d'initiatives locales pérennes pour la paix et la cohésion sociale.

CE QUE DISENT LES COMMUNAUTÉS

Paroles de quelques acteurs bénéficiaires (TEMOIGNAGES)

Témoignages des acteurs locaux

KASEREKA Moïse

Chef de quartier adjoint, quartier Mambangu, commune de Bungulu



« Nous étions confrontés à plusieurs types de conflits, notamment des conflits fonciers, dont certains restaient sans solution. L'intervention du NPCYP a été déterminante. Le projet a facilité des dialogues entre les parties, ce qui nous a permis d'avancer vers des solutions concrètes. Aujourd'hui, le changement est visible : certains conflits ont déjà été résolus. Je salue l'engagement et la disponibilité du NPCYP, qui a su réunir les acteurs autour d'une même table pour favoriser le dialogue. J'aimerais que ces actions se poursuivent. »

« Le NPCYP nous a aidés à résoudre certains problèmes qui existaient au sein de notre communauté. En tant qu'autorités locales, ce projet nous appuie efficacement dans notre mission de gestion des conflits. Nous avons aujourd'hui une grande confiance en son impact, notamment en matière de stabilité dans les espaces publics, les marchés, ainsi qu'au bénéfice des jeunes et surtout des femmes. »

Giresse MUKULI

Leader communautaire, commune de Bungulu, Président de la Société civile force vive, membre du secrétariat exécutif du CLPD (Commission Pacification)



« Nous étions confrontés à plusieurs types de conflits, notamment des conflits fonciers, dont certains restaient sans solution. L'intervention du NPCYP a été déterminante. Le projet a facilité des dialogues entre les parties, ce qui nous a permis d'avancer vers des solutions concrètes. Aujourd'hui, le changement est visible : certains conflits ont déjà été résolus.

Je salue l'engagement et la disponibilité du NPCYP, qui a su réunir les acteurs autour d'une même table pour favoriser le dialogue. J'aimerais que ces actions se poursuivent. »

Rachel KAMBERE



« Avant l'arrivée du projet, plusieurs conflits persistaient dans notre communauté sans solution. Certains allaient même jusqu'à entraîner des arrestations. Aujourd'hui, grâce aux activités du projet, nous savons mieux comment gérer ces situations. Des conflits comme celui de Kasoko "300 maisons" ou encore celui entre le CACI et le CAC ont connu des avancées importantes. Les membres du CACI et du CAC ont réussi à se réconcilier et à trouver des compromis.

Concernant le conflit de "300 maisons", nous avons déjà des pistes de solution.

Sa résolution sera particulièrement bénéfique pour les femmes, notamment les petites commerçantes, qui disposeront d'un espace pour exposer leurs produits, mais aussi pour toute la communauté qui pourra accéder plus facilement aux denrées alimentaires. »

BARAKA KAENZI

Élève, 2^{ème} scientifique,
Complexe scolaire de l'Excellence



« Nous avons été visités par une équipe de NPCYP qui est venue nous sensibiliser sur les abus sexuels et les violences basées sur le genre. Grâce à cette activité, j'ai compris que certains comportements, certaines paroles ou attitudes peuvent avoir un impact négatif sur la psychologie d'une personne et détruire sa vie.

Je remercie vraiment les organisateurs pour cette initiative, car elle nous aide à mieux comprendre ces réalités et à adopter des comportements responsables.

À mes camarades élèves, je recommande de faire attention aux relations, surtout à l'amitié mixte qui peut parfois devenir problématique à l'école. Il est aussi important de bien choisir ses amis, car ce sont eux qui peuvent nous influencer positivement ou négativement.

Aux autorités scolaires, je demande de continuer à suivre ces questions de près, afin de protéger les élèves et prévenir les abus.

Enfin, en cas de violences ou d'abus, il est important de ne pas se taire. Les élèves doivent signaler directement ces cas aux autorités scolaires. Et dans la communauté, il faut aussi informer les autorités compétentes pour que des mesures soient prises. »

Chloé

Élève, 2^{ème} Nutrition
Institut de l'Avenir de Beni



« Nous avons participé à une cause-rie éducative organisée par NPCYP sur les abus sexuels, les violences basées sur le genre et les différentes formes de harcèlement. Cette activité nous a permis de mieux comprendre ces réalités et d'apprendre comment les prévenir. Nous avons découvert qu'il existe plusieurs types de harcèlement, notamment le harcèlement physique, sexuel et psychologique. Avant, nous ne faisons pas toujours la différence entre ces formes de violences, mais aujourd'hui, nous sommes mieux informés.

Ce que je retiens surtout, c'est que toutes les formes de violences doivent être dénoncées. Un mineur n'a pas la capacité de donner un consentement, et il est important de signaler toute situation d'abus, que ce soit à l'école ou dans la communauté.

Je recommande aux jeunes de ne pas rester silencieux face à ces situations, mais plutôt de chercher de l'aide auprès des autorités compétentes. Nous devons aussi adopter de bons comportements et éviter toute forme de harcèlement envers les autres.

J'aimerais que ce genre d'activités continue, parce qu'elles nous permettent de comprendre des choses importantes que nous ignorions auparavant et de devenir plus responsables dans notre vie quotidienne. »

À Beni, le dialogue redonne espoir aux communautés

Le regard satisfait de Gédéon Kasereka sur le projet PREPACS

Dans la ville de Beni, au Nord-Kivu, les dynamiques de conflits communautaires s'inscrivent dans un contexte particulièrement complexe, marqué par les déplacements de populations, les tensions sociales et les défis de gouvernance locale. Pour Gedeon Kasereka, coordinateur provincial de la Cellule d'Appui à la Pacification et au Développement Local, le projet PREPACS intervient à un moment crucial pour restaurer la cohésion sociale.

Une ville sous pression des déplacements

« Le projet arrive dans un contexte très difficile », explique-t-il. « Beni subit une forte pression liée aux déplacements de populations. Des personnes fuient les violences dans les territoires environnants, notamment les attaques des groupes armés, et viennent s'installer ici. Il y a aussi des déplacés venant d'autres villes comme Goma. » Cette situation entraîne des tensions croissantes au sein des communautés. L'arrivée massive de nouvelles populations accentue les difficultés liées au partage des ressources, notamment l'accès à la terre, aux marchés et aux opportunités économiques. « Quand la ville reçoit une vague de déplacés, cela crée des problèmes de cohabitation », précise-t-il.

Méfiance sociale et crise d'identité

À ces défis s'ajoute une forme de méfiance sociale qui s'installe progressivement. Dans un contexte sécuritaire fragile, certaines populations développent des craintes vis-à-vis des nouveaux arrivants, ce qui alimente une crise d'identité et fragilise davantage les relations communautaires.

Une participation limitée des jeunes et des femmes

Par ailleurs, Gedeon Kasereka souligne l'exclusion des jeunes et des femmes dans les espaces de décision comme un facteur aggravant des tensions. « Les jeunes et les femmes n'étaient pas suffisamment impliqués dans la définition des politiques publiques. Pourtant, ce sont eux qui sont directement touchés, notamment à travers les marchés et les espaces économiques pour les femmes, et les espaces culturels pour les jeunes. » Ces frustrations ont souvent conduit à des tensions entre les communautés et les autorités locales, notamment autour de la gestion des espaces publics et des ressources communautaires.

Des défis institutionnels persistants

À ces enjeux sociaux s'ajoutent des défis liés à la gouvernance locale. Les conflits de com-

pétences, la contestation de certaines décisions administratives et les limites de la décentralisation dans un contexte marqué par l'état de siège compliquent davantage la gestion des conflits. La proximité avec le parc national des Virunga constitue également une source de tensions, notamment entre les populations locales et les éco-gardes autour de l'accès aux ressources naturelles.

Le dialogue comme réponse aux tensions

Face à cette réalité complexe, le projet PREPACS a introduit une approche centrée sur le dialogue, la participation communautaire et le renforcement des mécanismes locaux de résolution des conflits. Et pour Gedeon Kasereka, les premiers résultats sont déjà visibles.

« Aujourd'hui, nous constatons un changement. Les dialogues ont permis de réunir les différentes parties autour d'une même table, de clarifier les incompréhensions et d'engager des processus de résolution pacifique. Certains conflits ont déjà connu des avancées importantes. »

Des résultats encourageants et porteurs d'espoir

Il insiste particulièrement sur la valeur du dialogue comme outil de transformation sociale. « Le fait de mettre les gens ensemble pour discuter permet non seulement de résoudre les conflits, mais aussi de restaurer la confiance entre les communautés et les autorités. »

Pour lui, le projet constitue une réponse pertinente aux défis locaux, en impliquant directement les acteurs concernés et en valorisant les mécanismes endogènes de gestion des conflits.

« Nous avons aujourd'hui beaucoup d'espoir. Si ces actions se poursuivent et se renforcent, elles peuvent contribuer durablement à la stabilité de la ville, notamment dans les espaces publics, les marchés, et au bénéfice des jeunes et des femmes. » À Beni, où les défis restent nombreux, une dynamique positive semble ainsi s'amorcer. À travers le dialogue, les communautés redécouvrent progressivement les chemins de la coexistence pacifique et de la cohésion sociale.

CE QUE NOUS AVONS APPRIS ENSEIGNEMENTS ET PERSPECTIVES POUR RENFORCER LA PAIX

La mise en œuvre du projet PREPACS-BENI dans les communes de Beu et Bungulu a permis de tirer plusieurs enseignements essentiels sur la prévention et la gestion des conflits à l'échelle communautaire. Ces apprentissages, issus de l'expérience de terrain, constituent des repères importants pour renforcer l'efficacité des interventions futures.

L'un des principaux enseignements est le rôle central des structures locales de paix. Lorsqu'elles sont suffisamment outillées et accompagnées, les CLPD et CPDQ démontrent une réelle capacité à prévenir les tensions, à faciliter le dialogue et à accompagner les processus de médiation au plus près des communautés. Par ailleurs, l'approche participative s'est révélée déterminante. L'implication active des communautés dans l'identification des conflits, la recherche de solutions et la mise en œuvre d'actions concrètes favorise une appropriation locale des mécanismes de paix et renforce la durabilité des résultats obtenus.

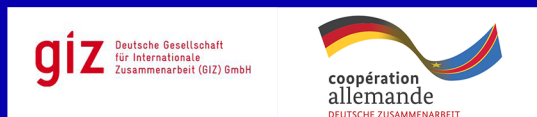
Le projet a également mis en évidence l'importance de combiner plusieurs types d'interventions. Le renforcement des capacités, les espaces de dialogue, les actions de sensibilisation et les initiatives communautaires se complètent et créent ensemble une dynamique cohérente de transformation des conflits.

Un autre enseignement majeur concerne le temps nécessaire à la transformation des conflits. Les résultats observés montrent que les changements sont progressifs et nécessitent un accompagnement continu, ainsi qu'une confiance durable entre les acteurs.

Dans cette perspective, plusieurs orientations se dégagent pour l'avenir. Il apparaît nécessaire de poursuivre le renforcement des capacités des structures locales de paix, d'étendre les approches de médiation à d'autres zones affectées par les conflits, et de consolider les mécanismes de coordination avec les autorités locales.

Le renforcement de la sensibilisation communautaire, notamment à travers les médias et les approches participatives, constitue également un levier important pour ancrer durablement une culture de paix.

Ainsi, les acquis du projet PREPACS-BENI ouvrent des perspectives prometteuses pour la consolidation de la paix à l'échelle locale, en plaçant les communautés au cœur des solutions et en valorisant les mécanismes endogènes de gestion des conflits.



Conception, rédaction, Couverture
et mise en page réalisées par **LA MAMA**